

## ***Présentation devant le Comité permanent des langues officielles de la Chambre des communes - Le 7 février 2017***

***Par Dominique Bohbot, membre d'honneur de l'ACGL et présidente du Comité de valorisation des services langagiers canadiens***

### **NOTES D'ALLOCATION**

---

Monsieur le président du Comité permanent des langues officielles,

Mesdames, Messieurs les membres du comité

Je tiens à remercier le Comité de m'accueillir aujourd'hui.

L'automne dernier, quelques 10 associations langagières pancanadiennes, d'un océan à l'autre, ainsi que plusieurs personnalités, ont accordé leur confiance à l'Association des conseils en gestion linguistique et à son groupe de travail, le Comité de valorisation des services langagiers canadiens, que je préside humblement, mais avec fierté et conviction. Nous nous sommes donnés la mission de promouvoir la valeur distinctive de la traduction professionnelle au Canada et son rayonnement auprès des principaux acteurs économiques et politiques au pays.

#### **Présentation et rétrospective**

Nous nous sommes prononcés et sur le Rapport du Comité permanent des langues officielles et l'avons appuyé. Deux lettres ont été adressées à la ministre, et nous avons exprimé notre profonde déception à la lecture de la lettre de la Ministre à votre Comité. Nous avons également rencontré plusieurs personnalités à Ottawa, dont deux membres de ce comité, deux conseillers principaux au Cabinet du Premier ministre et des représentants de l'Association canadienne des employés professionnels.

#### **Enjeux de l'industrie langagière**

À titre d'industrie et d'activité à haute densité intellectuelle et culturelle, la traduction professionnelle est le vecteur absolu des droits linguistiques des Canadiens. L'industrie canadienne de la traduction joue un rôle crucial pour la société canadienne, son économie, ses échanges commerciaux, son tissu social.

82,5 % des Canadiens se déclarent unilingues. Comment ces millions de Canadiens peuvent-ils interagir avec leurs concitoyens de tout le pays sans l'intervention de traducteurs? Les traducteurs professionnels et agréés sont les mieux outillés pour répondre aux besoins linguistiques des Canadiens et des clients et prospects internationaux, et de garantir leurs droits.

Comme citoyen, si je recherche un jugement ou une offre pour un emploi bilingue dans la langue de mon choix, et qu'il n'apparaît pas dans mes résultats de recherche parce qu'aucune version traduite n'existe, est-ce mes droits sont les mêmes que ceux d'un autre citoyen?

Le BT est le plus important fournisseur et le plus important client au Canada. L'éparpillement de sa demande a morcelé l'industrie, avec un grand nombre de microentrepreneurs, de cabinets petits, moyens et grands, et de grandes agences internationales. L'éparpillement de la demande fédérale a créé un chaos. Son système d'approvisionnement fondé sur le plus bas soumissionnaire entretient une spirale descendante des prix aggravée par la concurrence étrangère. Quant on sait que beaucoup de fournisseurs canadiens dépendent des contrats octroyés par le secteur public, on comprend l'enjeu crucial du système d'approvisionnement. La traduction, vecteur de croissance qui soutient les entreprises nationales et les exportateurs, est une composante à part entière de l'économie de notre pays.

## **Situation du Bureau de la traduction**

Depuis 1995, la demande de traduction a triplé, mais les budgets alloués sont demeurés statiques; conséquence, certaines traductions sont reportées ou annulées. Les gouvernements s'acquittent-ils toujours de leurs obligations en matière de langues officielles?

La transformation du BT en organisme de service spécial (OSS) a entraîné la décentralisation des pouvoirs contractuels en traduction à tous les ministères et organismes fédéraux. Cette décentralisation a eu pour conséquence une fragmentation de l'industrie canadienne de la traduction qui met en péril son existence même.

La refonte du processus d'approvisionnement du BT a permis l'invasion de nos marchés par des multinationales étrangères et a engendré une prolifération de cabinets et de travailleurs autonomes, dont certains peu compétents. La politique d'approvisionnement et les pratiques des acheteurs de services de traduction doivent se fonder sur la conformité à une certification, comme la Norme canadienne. Les exigences de qualifications doivent être renforcées (agrément professionnel, diplômes), notamment pour les contrats du Palier-3.

Pour toutes les offres à commande (contrats léonins), le fardeau du risque repose entièrement sur les fournisseurs car le BT ne garantit que 3% du volume inscrit au contrat. Le statu quo porte préjudice à l'ensemble de l'industrie langagière canadienne.

Au chapitre de la relève, pour appuyer l'arrivée sur le marché des prochaines cohortes de traducteurs, aucune action n'est mise de l'avant. Le BT, qui a encadré 3000 d'étudiants pendant plusieurs années au titre de stages de formation, est maintenant un grand absent. Les 19 stagiaires en traduction accueillis en 2016, comme l'annonçait Mme Foote, constituent un chiffre totalement dérisoire par rapport au nombre d'étudiants inscrits dans les écoles de traduction canadiennes. Les universités décernent chaque année des diplômes à des centaines de nouveaux traducteurs et ne peuvent compter que sur les cabinets de traduction et les entreprises privées pour accueillir des stagiaires et des étudiants des programmes coopératifs. Ces mêmes entités, déjà aux prises avec une concurrence féroce et une spirale des prix descendante, ne peuvent absorber l'ensemble de la demande étudiante. Le BT doit jouer un rôle prééminent dans l'encadrement des étudiants et mettre en place, conjointement avec les universités, une structure d'accueil permanente de stagiaires.

## **Recommandations**

### Reconnaissance

On ne vend pas des mots. Notre Premier ministre doit reconnaître officiellement l'importance culturelle et identitaire, économique et stratégique, de l'industrie langagière au Canada.

### Repositionnement du BT

Tous les contrats de traduction pour l'ensemble de la fonction publique doivent être centralisés et confiés à des Canadiens et des Canadiennes.

Les conditions de travail et celle de l'octroi des contrats doivent être revus. La qualité doit figurer au premier plan des critères. Les tirages au sort pour départager 2 fournisseurs cotant le même prix sont insensés : octroieriez-vous un contrat pour bâtir un pont à l'1 de 2 sociétés d'ingénierie, par tirage au sort?

Le modèle d'exploitation du BT doit être revu.

La responsabilité du BT doit être transférée à une autre autorité que Services publics et Approvisionnements, car la traduction est une activité à forte densité intellectuelle, et non une simple marchandise.

### Réinvestissement

Avec un chiffre d'affaires de 5 milliards de dollars, le Canada accapare 10 % du marché mondial de la traduction et doit réinvestir massivement et apporter un soutien financier.

### Relève et programme de soutien

Le BT, expert au pays, doit encadrer une structure permanente d'accueil de stagiaires des universités canadiennes.

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les membres du Comité permanent des langues officielles, l'industrie a besoin de votre appui. Des questions doivent être posées à la ministre Foote. Alors que nous célébrons le 150<sup>e</sup> anniversaire de la Confédération en 2017 et le 50<sup>e</sup> anniversaire de la Loi sur les langues officielles en 2019, nous croyons fermement qu'il s'agit d'une occasion unique, de prendre action, ici et maintenant. MERCI BEAUCOUP!